

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 19 DECEMBRE 2015

1146

1 €

Après les élections à la CTM (collectivité territoriale de Martinique) et les élections régionales en Guadeloupe

C'est encore l'abstention qui a été très forte avec près de 59% au premier tour et 48% au deuxième en Martinique, 53% et 43% en Guadeloupe. Une grande partie de l'électorat qui se dit écœurée par les politiciens ou démoralisée ne s'est pas déplacée. Parmi elle, une fraction aussi ne vote pas par révolte contre la chose politique officielle qui ne change rien à son sort.

En Martinique, ce sont donc les deux principaux regroupements qui ont fait planer beaucoup d'illusions sur les vertus qu'aurait une CTM qui sont arrivés en tête avec une victoire de la liste Marie-Jeanne / Monplaisir contre celle de Letchimy au deuxième tour.

Nous remercions tous ceux qui ont voté pour nos listes Combat Ouvrier dans les deux îles. Nous remercions tous ceux qui ont permis à nos listes de faire campagne par de nombreux gestes de sympathie militante, par leur présence avec nous et autour de nous. La liste « Combat Ouvrier » conduite par Ghislaine Joachim Arnaud a remporté 2460 voix et 2,04% en Martinique et notre liste «Combat Ouvrier» conduite par Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe a compté 1992 votes : 1,42%.

Nous réalisons des scores plus faibles qu'en 2010. Mais il faut dire qu'à cette époque nous sortions de la grève générale et d'un mouvement social de grande ampleur.

Si ce score est faible, il n'est pas négligeable : 4452 travailleurs et opprimés dans les deux îles ont voté pour une liste se réclamant du communisme révolutionnaire. Ils constituent déjà une base qui entend renouer avec les traditions de lutte du mouvement ouvrier révolutionnaire. Ils ont entendu notre volonté réaffirmée de construire le parti communiste révolutionnaire des travailleurs qui fait tant défaut aujourd'hui.

Il reste que ce parti se construira aussi au travers de luttes offensives. Aujourd'hui, nous n'en sommes pas là.

Le recul actuel du mouvement ouvrier s'explique en grande partie par la trahison des intérêts des travailleurs de la part du Parti socialiste français, l'associé du PPM de Letchimy et de la gauche en Guadeloupe. La trahison des intérêts des travailleurs vient aussi du Parti communiste français et du gouvernement Hollande. Ces derniers, au pouvoir, ont organisé ou avalisé une politique anti ouvrière : licenciements, gel des salaires et des revenus, chômage et cadeaux au grand patronat. Et tout cela a démobilisé et déçu bon nombre de travailleurs.

Le parti communiste martiniquais ne peut que contribuer à cette démoralisation, en s'associant d'une part à cette politique de trahison des intérêts des travailleurs, de l'autre en s'associant à la politique de la petite bourgeoisie nationaliste derrière Alfred Marie-Jeanne, aboutissant ainsi à une coalition indépendantiste-patronat à la CTM.

Aujourd'hui, la politique du gouvernement Hollande est ouvertement tournée vers des aides au patronat. Malgré cela le chômage ne baisse pas, les licenciements sont toujours plus nombreux. L'appauvrissement général des travailleurs et des classes populaires se creuse toujours davantage.

C'est pour ces raisons que nous avons demandé à ceux qui ont voté Combat Ouvrier de n'accorder leur confiance à aucune des listes au deuxième tour, de ne pas choisir entre peste et choléra dans chacune des îles. Elles étaient toutes les quatre dirigées par des serveurs politiques de la bourgeoisie.

Les élections générales passées, les travailleurs auront à se défendre contre le grand patronat et l'Etat par le seul moyen efficace, la lutte collective. Combat Ouvrier continue à œuvrer pour que le camp des travailleurs se donne un parti qui représente réellement ses intérêts matériels et politiques. Même s'ils ne constituent qu'une petite fraction de l'électorat ouvrier et populaire, ceux qui ont voté pour Combat Ouvrier peuvent être fiers de représenter l'avenir, la renaissance du mouvement ouvrier capable de combattre la société d'exploitation et d'y mettre fin.

Martinique CTM : l'alliance des indépendantistes et de la droite bourgeoise gagne l'élection à la CTM !

Le deuxième tour des élections du dimanche 13 décembre 2015 pour la mise en place de la Collectivité territoriale de Martinique s'est terminé par la victoire de la liste du "Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans". Cette liste était la fusion de la liste d'Alfred Marie-Jeanne du MIM (Mouvement Indépendantiste Martiniquais) et de celle de la droite locale «Ba Péyi-a An Chans», dirigée par le capitaliste Yan Monplaisir. Elle a vaincu la liste "Ensemble pour une Martinique Nouvelle" de Serge Letchimy.

La liste vainqueur, le "Gran Sanblé Pou Ba Péyi-a An Chans" avec Alfred Marie-Jeanne a remporté ces élections avec 54,14% des suffrages (83 541 voix), devant la liste "Ensemble pour une Martinique Nouvelle" de Serge Letchimy avec 45,86% des suffrages (70 776 voix).

Ce résultat donne à la liste Marie-Jeanne / Monplaisir 33 sièges contre 18 pour la liste Letchimy.

Dans ces élections, le taux de participation a été de 52,38 %. Soit un taux d'abstention de 47,62 %, taux un peu plus élevé que celui des dernières élections de 2010 et bien plus élevé qu'au premier tour où il y avait eu près de 59% d'abstention.

Une partie importante des personnes qui ont voté pour la liste de fusion conduite par Marie-Jeanne ont voulu par ce geste sanctionner l'équipe de Letchimy qui dirigeait la Région ces dernières années et qui à leurs yeux n'a rien fait pour eux. Il est possible de comprendre un tel



Y. MONPLAISIR

A. MARIE-JEANNE

sentiment. Par contre, ces personnes se sont trompées si elles pensaient vraiment que la nouvelle équipe d'hommes et de femmes politiques fera mieux. Car le véritable pouvoir politique et économique, les leviers de commande resteront entre les mains des capitalistes et des banquiers. Et la nouvelle équipe en place ne fera que ce qu'ils exigent.

Les indépendantistes, dirigés par Alfred Marie-Jeanne, et l'équipe de Yan Monplaisir représentant direct du patronat ont claironné que c'était une victoire «des Martiniquais et de la Martinique». C'est un véritable mensonge, car cette victoire n'est rien d'autre que la victoire du grand patronat et de la bourgeoisie «martiniquaise», pas une victoire des classes exploitées. Ceux parmi les exploités qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul, avaient bien

des raisons de le faire. Parce que ces élections n'étaient pas les leurs, ils n'y avaient que le choix entre des représentants de la bourgeoisie, des exploités.

Dans cette nouvelle collectivité qu'est la CTM, le patronat local sera représenté directement par le capitaliste Yan Monplaisir, soutenu par les indépendantistes du MIM. Mais les nationalistes du PPM (Parti Progressiste Martiniquais), désormais dans l'opposition, représenteront aussi les intérêts de la bourgeoisie. Les querelles pour le pouvoir politique enfin terminées, les capitalistes, békés et autres, seront à l'aise pour exploiter à leur guise la classe ouvrière, ne pas embaucher, s'attaquer aux droits du travail, et chercher à licencier des salariés pour mieux préserver leurs profits. À moins que les travailleurs et leurs luttes ne les freinent ou ne les empêchent.

Guadeloupe Changez d'avenir ? Ou changer d'homme ?

La victoire d'Ary Chalus et de sa liste : "changez d'avenir" sur Victorin Lurel (Parti socialiste) a été écrasante au deuxième tour. Comment s'explique ce succès si important y compris dans les villes où les maires soutenaient Lurel comme Les Abymes ou Le Moule ? Il y a au moins quatre raisons à cela :

1) Une partie de l'électorat a tenu à sanctionner la liste PS. Elle lui fait sans doute payer la non-réduction du chômage, le problème récurrent et grave de coupures d'eau, celui des transports publics et le fait que sa vie quotidienne ne s'est pas améliorée mais aggravée.

2) Chalus et son équipe ont construit une liste multiforme avec une ex ministre de Sarkozy, Marie Luce Penchard, fille d'une autre ex ministre, de Chirac celle là, Lucette Michaux Chevry. Quand on ajoute à cela des morceaux de gauche socialiste dissidents et éparpillés, on a une fédération hétéroclite mais électoralement payante qui effectivement pouvait battre Lurel et l'appareil du PS.

3) Une opération de la droite contre le Parti socialiste que représente Lurel. L'appel de Bernier, dirigeant des Républicains à voter Chalus au deuxième tour, le montre bien, tout comme

l'acharnement de Michaux Chevry et Penchard à battre Lurel.

4) Les illusions de la population. Car il n'y a aucune différence réelle entre la liste Chalus et la liste Lurel. Il s'agit de deux listes de notables qui veulent le pouvoir et avoir la mainmise sur les fonds de la Région pour soigner leur clientèle électorale et leur carrière personnelle. Mais une partie des électeurs ont cru voir dans ce changement quelque chose qui changerait leur sort en mieux. C'est évidemment une illusion, comme toujours. Les changements d'homme ou d'équipe servent à illusionner la population.

Les résultats des élections régionales en Guadeloupe et de la CTM en Martinique

Guadeloupe Premier tour :
Population : 408 090 habitants (données Insee 2009)
Inscrits 76,80 % 313 433
Votants 47,21 % 147 975
Abstention 52,79 % 165 458
Exprimés 44,81 % 140 454

-Ary CHALUS, divers gauche 43,55 % 61 173 votes
-Victorin LUREL, Parti Socialiste 41,09 % 57 717 votes
-Laurent BERNIER, Les Républicains 4,49 % 6 312 votes
-Mélina SEYMOUR, divers droite 3,18 % 4 470 votes
-Alain PLAISIR, divers gauche 1,85 % 2 603 votes
-Henri YOYOTTE, divers droite 1,58 % 2 220 votes
-Jean-Marie NOMERTIN, COMBAT OUVRIER 1,42 % 1 992 votes
-Stephan VIENNET, Front national 1,40 % 1 973 votes
-Mona CADOCÉ, Parti Communiste 0,92 % 1 297 votes
-Marie-Christine MYRE, UPLG 0,50 % 697 votes

Votes blancs 2,02 % 2 983 votes
Votes nuls 3,07 % 4 538 votes
Guadeloupe : 2ème tour
Votants : 57,32 %
- divers gauche : Chalus-Pencharde-GUSR : 57,49 % 98 466 votes
- Parti socialiste : Lurel : 42,51 % 72 811 votes
Votes blancs : 1,78 % 3 191 votes
Votes nuls : 2,89 % 5 201 votes

Martinique premier tour
Population 402 499 habitants (données Insee 2009)
Inscrits 77,20 % 310 723
Votants 41,10 % 127 716
Abstention 58,90 % 183 007
Exprimés 38,82 % 120 629

- Serge LETCHIMY, divers gauche 38,96 % 47 002 votes
-Alfred MARIE-JEANNE, régionaliste 30,28 % 36 523 votes
- Yan MONPLAISIR, Les Républicains 14,32 % 17 272 votes
-Marcellin NADEAU, régionaliste 6,34 % 7 653 votes
-Nathalie JOS, Divers 3,21 % 3 868 votes
-Joseph VIRASSAMY, divers droite

2,05 % 2 475 votes
-Ghislaine JOACHIM-ARNAUD, Combat Ouvrier 2,04 % 2 460 votes
-Philippe PETIT, Union des Démocrates et des Indépendants 1,51 % 1 818 votes
-Daniel GROMAT, divers gauche Mouvement des travailleurs et peuple sans voix de Martinique : 1,29 % 1 558 votes
Votes blancs : 2,85 % 3 638 votes
Votes nuls : 2,70 % 3 449 votes

Martinique 2ème tour
Votants : 52,34 % 162 490

- Alfred MARIE-JEANNE / Yan MONPLAISIR 54,14 % 83 541 votes
-Serge LETCHIMY, divers gauche 45,86 % 70 776 votes
Votes blancs : 2,57 % 4 178 votes
Votes nuls : 2,46 % 3 995 votes

Martinique La mémoire à géométrie variable du PPM

La nouvelle de la fusion des listes de Marie-Jeanne et de Monplaisir en vue du second tour de l'élection de la CTM a surpris le camp de Letchimy, dirigeant du PPM (Parti progressiste martiniquais). Tout de suite, ce dernier et ses partisans ont crié au «mariage contre nature». En fait, tout ce petit monde a sciemment choisi de passer sous silence un épisode pas très glorieux de son parti, le PPM, épisode qui se situe après les élections régionales de 1983. Et là c'est Camille Darsières, alors secrétaire général du Parti, qui était à la manœuvre pour conquérir la direction du Conseil Régional qui venait d'être mis en place. Il avait alors pris contact avec Michel Renard, un homme de droite, qui nourrissait une véritable haine anti-ouvrière, et il avait conclu un pacte avec lui après

une rencontre dans un restaurant de Balata, propriété de Zami, un autre membre du PPM, pour que la direction de cette nouvelle collectivité soit dirigée par le PPM et ses alliés de l'époque. Or, à l'élection législative de 1978, Renard s'était présenté contre Césaire à Fort de France. Au cours de la campagne électorale particulièrement tendue, un homme de l'équipe de Renard avait perdu la vie à Fort-de-France, au niveau de La Savane. Renard avait finalement perdu. Pourtant cinq ans plus tard, c'est à ce même Renard que Darsières s'adressait pour convenir avec lui d'un «mariage» après le verdict des urnes. En échange, Renard lui assurait la direction de la Région. Comme quoi Marie-Jeanne et Monplaisir n'ont rien inventé.

Martinique Triste présent du PCM, mais l'avenir est au communisme !

Le Parti communiste martiniquais s'est fondu dans le «Gran Sanblé» des notables et des nationalistes autour du MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais) de Marie-Jeanne. Il a aussi adhéré à l'alliance de «Gran Sanblé» avec le capitaliste Monplaisir de la droite sarkoziste «Les Républicains» au deuxième tour.

La victoire de cette alliance au 2ème tour est celle que souhaitait dans France-Antilles, avant même l'annonce de la fusion des listes, Michel Branchi, l'un des dirigeants du PCM. Ce n'est pas pour le PCM un renoncement soudain à ce que l'on pourrait attendre d'un parti qui se dit encore communiste. Il s'est mis dans le sillage de Marie-Jeanne, par son ralliement à celui-ci, depuis fin 2009. Comme lui, il est depuis longtemps réconcilié avec les exploiters capitalistes locaux, békés ou pas.

Déjà en janvier 1986, le PCM affirmait, par la bouche de son secrétaire général de l'époque, Armand Nicolas, à l'occasion d'un Forum de l'Entreprise : «Dans l'état actuel de la Martinique, le capitalisme n'est pas contraire aux intérêts de la Collectivité martiniquaise, n'est pas contradictoire avec un devenir socialiste de notre pays». Il s'agissait à l'époque de justifier son ralliement au «pacte global d'unité» avec le PPM (Parti Progressiste Martiniquais) et le PS (Parti Socialiste), pacte par lequel, comme maintenant, il s'agissait de gagner des postes, et absolument pas de défendre les intérêts des travailleurs. Le secrétaire actuel du PCM, G. Erichot, ne visait pas autre chose quand, par exemple, il signait dans Justice du 23 octobre 2014, un éditorial : «Hors du rassemblement, point de salut», pour expliquer le sens de sa participation au

«Rassemblement des Patriotes».

Oui, cela fait belle lurette que le PCM n'est plus le parti du député Léopold Bissol qui enthousiasmait des milliers de travailleurs et de jeunes au sortir de la 2ème guerre mondiale, le parti qui portait l'héritage d'André Alier, journaliste au journal communiste, Justice, qui fut assassiné en 1934 sur ordre des Békés. Le PCM s'était formé autour de militants qui avaient rompu avec la politique de «main tendue à l'Usine», prônée dans les années 1920 par le député autrefois socialiste Lagrosillière. Le PCM était certes stalinien. Il soutenait la bureaucratie soviétique qui avait enterré le programme révolutionnaire de Lénine et Trotsky et éliminé toute la génération militante de la révolution d'octobre 1917. Cette même bureaucratie avait organisé l'échec de plusieurs révolutions pour préserver son existence. Mais le PCM, s'il n'était plus révolutionnaire, demeurait quand même un parti ouvrier combatif. Puis, de renoncements en renoncements, il se retrouve aujourd'hui, sans son implantation ouvrière perdue depuis longtemps, comme pitoyable auxiliaire d'un grand bourgeois martiniquais, membre d'un parti de droite (Les Républicains). Mais les travailleurs ont toujours besoin d'un parti communiste révolutionnaire. Et c'est le but de Combat Ouvrier de faire flotter haut le drapeau que le PCM a trahi et abandonné. Nous voulons construire un parti communiste révolutionnaire qui renoue avec ce que furent les mouvements socialiste et communiste au début du mouvement ouvrier, avec ses traditions de luttes de classe contre la bourgeoisie.

Après le second tour des élections régionales en France

Dimanche 13 décembre a eu lieu le second tour des élections régionales en France. Si l'on compte les départements d'Outremer, la droite remporte huit Régions, et le Parti socialiste et la gauche en remportent sept. Bien qu'arrivé en tête dans six régions au premier tour, le Front national n'en remporte aucune. Maintenant, la gauche se félicite d'avoir «fait barrage» au FN. Le Parti Socialiste a retiré ses listes dans les Régions où le FN risquait de gagner et a appelé à voter pour la droite. Même la direction du Parti Communiste français a appelé à voter pour les hommes de droite. Tout cela au nom de la défense des «valeurs de la République».

Aux élections présidentielles de 2002, la gauche gouvernementale avait déjà appelé à voter Chirac en brandissant la nécessité de faire barrage à Le Pen, qui pourtant à l'époque n'avait aucune chance d'être élu.

De trahison en abdication, la gauche a fini par déboussoler et écœurer son propre électorat. C'est à cause de la politique anti-ouvrière et pro-patronale que mènent actuellement Hollande et son gouvernement qu'une majorité de l'électorat populaire

de la gauche a pris l'habitude de s'abstenir aux élections. Mais une minorité croissante de cet électorat place maintenant ses illusions dans le vote pour le FN. C'est pourquoi même s'il ne gagne aucune région, le FN réalise le meilleur score en voix de son histoire : 6 820 147 voix : 400 000 voix de plus que celui de la présidentielle de 2012.

En cette période de crise de l'économie capitaliste, le Front National veut se poser en alternative. Mais dans l'éventail des partis bourgeois, le FN est le plus réactionnaire qui soit. Son programme politique est basé sur le chauvinisme, les préjugés racistes et xénophobes et la haine de l'étranger. Pour le reste, il aspire, comme les autres partis, à gouverner pour les riches et les possédants.

Pour rappel la famille Le Pen est elle-même une famille capitaliste millionnaire. C'est un parti populiste mais au fond anti ouvrier qui n'hésitera pas le moment venu à s'attaquer de front aux travailleurs et à leurs organisations de classe.

Malgré ses slogans démagogiques en direction des travailleurs, le FN reste un défenseur de l'ordre bourgeois. La montée du FN et

de ses idées les plus crasses pèse sur la vie politique et sociale. La droite et la gauche reprennent déjà les discours réactionnaires et sécuritaires du FN pour essayer de récupérer des voix.

Alors, il n'y a ni à se réjouir ni à s'attrister de ce dernier épisode électoral. Le sort des travailleurs et des classes populaires ne dépend pas des pantins qui s'agitent sur le devant de la scène politique. Il dépend du pouvoir du grand patronat, de la grande bourgeoisie, de ceux qui détiennent le capital et dominant la vie économique ou des luttes de la classe ouvrière elle-même. C'est la bourgeoisie qui profite de la crise pour s'enrichir encore plus sur le dos des classes exploitées condamnées à la pauvreté.

Face à cela, la force des travailleurs n'est pas dans les urnes, mais sur le terrain, dans les entreprises qu'ils font fonctionner, dans les quartiers populaires. Leur sort ne dépend pas de résultats électoraux, mais de leur capacité à se battre collectivement avec leurs armes de classe, les grèves et les manifestations.

Martinique Fusion de la liste des indépendantistes et de celle du capitaliste Monplaisir de la droite sarkozyste. Qui se ressemble s'assemble !

La fusion de la liste dirigée par le capitaliste Monplaisir, exploitateur de 1500 travailleurs, avec celle de Marie-Jeanne, le «Gran Sanblé» contre EPMN (Ensemble pour une Martinique Nouvelle) de Serge Letchimy ne nous surprend pas. Cela confirme bien ce que nous avons toujours dit : à savoir que Marie-Jeanne et son clan sont des serviteurs politiques de la bourgeoisie. Et s'il n'y a pas eu de fusion Monplaisir-Letchimy c'est en fonction d'autres calculs électoraux et rien d'autre, car le clan Letchimy est de la même eau.

Cette fusion d'une fraction importante des indépendantistes et de la bourgeoisie, comme la politique de Serge Letchimy et de son clan, prouvent, s'il en est encore besoin, que les prétendants à la direction de la CTM ne peuvent en aucune manière défendre les intérêts des travailleurs et des classes populaires. Ils en sont les ennemis à combattre. La CTM ne changera rien si les travailleurs et les classes populaires ne créent pas un rapport de force social pour contraindre ceux qui dirigent à les écouter et à satisfaire leurs

revendications. Cette force là n'existe pas. Elle est à créer. Il s'avère en tout cas urgent que tous les véritables communistes révolutionnaires et les vrais défenseurs du camp des travailleurs travaillent à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire à la Martinique.

L'avènement d'un tel parti sera un outil absolument indispensable à la défense des intérêts propres des travailleurs mais surtout à l'établissement d'un rapport de force de la classe ouvrière face à la bourgeoisie et tous ses serviteurs politiques.

Les résultats de Lutte Ouvrière

Nos camarades de Lutte Ouvrière ont présenté des candidats dans toutes les régions de France et à l'île de la

Réunion. Ils réalisent un score de 1,50% en moyenne et totalisent 320 054 voix.

NAO 2015 à Carrefour Milénis

Les salariés obligent la direction à céder plus qu'elle ne voulait.

Comme chaque année les NAO, négociations annuelles obligatoires ont lieu en fin d'année à Carrefour Milénis. Trois réunions ont eu lieu, le 31/10/15, le 19/11/15 et le 4/12/15. La revendication principale portait sur une augmentation des salaires de 100 €. La direction elle, ne proposait que 0,8 % ce qui représente environ 12 € pour les plus bas salaires. Lors de la réunion du 4/12/15, le personnel a décidé de passer à l'offensive et est resté mobilisé. Notamment, le 5/12/15, jusqu'à très tard dans la soirée. Le magasin est resté ouvert avec les intérimaires et quelques non grévistes, mais environ 80 % du personnel est monté à l'étage, là où se déroulaient les négociations et a décidé de ne pas quitter les

lieux pour faire pression sur la direction qui a dû passer une nuit blanche. La mobilisation a repris le lundi 7 et a duré jusqu'au lendemain mardi. Après des heures de négociations, la direction a finalement accepté d'accorder une augmentation fixe pour tout le personnel de 40 €. Ce qui a mis fin au mouvement le 8/12/15.

L'accord définitif a été signé le 11/12/15. Les salariés étaient satisfaits car ils savent bien que sans leur intervention active auprès des représentants du personnel ils n'auraient pas obtenu autant. Il faut noter que les 3 syndicats, la CGC, la CGTG et l'UGTG se sont mis d'accord pour la plateforme revendicative. Cette unité d'action a sûrement joué, mais c'est surtout la détermination des grévistes qui a obligé la direction à céder assez rapidement.

Rentrée 2016 : encore des profs en moins !

Les prévisions du ministère de l'Éducation nationale ont été dévoilées début décembre. Environ 6 600 postes d'enseignants devraient être créés dans les écoles, collèges et lycées de France. Mais, comme chaque année, la Guadeloupe et la Martinique subiront des suppressions de postes. En Martinique comme en Guadeloupe, il ne devrait y avoir aucune création dans le premier degré, et 35 suppressions dans le second degré. Le ministère prétend que ces suppressions

sont justifiées, parce que le nombre d'élèves diminue dans les deux académies. C'est un argument inacceptable, quand on connaît les difficultés scolaires que rencontrent les enfants. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le taux d'illettrisme des 18-25 ans, qui est de 6% en France, atteint 10% en Martinique, et 14% en Guadeloupe. Cette situation justifierait que le gouvernement crée ici de nombreux postes d'enseignants, au lieu d'en supprimer.

Etat d'urgence à Cocoyer-Gosier

Où cela ne va-t-il pas se nicher ? Dans la petite école primaire de Cocoyer au Gosier, en pleine campagne, une «foire aux gâteaux» a été interdite au nom de l'état d'urgence !

Cette activité est organisée chaque fois que l'école veut collecter des fonds pour organiser une sortie scolaire par exemple. Les parents

apportant des gâteaux confectionnés par leurs soins et vendus à l'école. Eh bien, cette fois, les autorités ont estimé qu'un attroupement pour manger des gâteaux était trop dangereux. Chaque matin et chaque après midi, les parents s'attrouperent devant l'école pour venir récupérer leurs bambins. Cela sera-t-il aussi interdit ?

S. Tavernier de «Nou pèp la» a choisi clairement son camp

Le rassemblement «Nou pèp la», qui a obtenu au 1er tour 7653 voix (6,34%), comprenait autour de Marcellin Nadeau, maire du Prêcheur, des représentants de courants politiques divers (Modemas, GRS, CNCP, etc.). Il défendait un programme de promesses électorales vagues, du domaine de l'écologie, de la démocratie participative, du soutien à certaines petites entreprises... Parmi eux, comme tête de liste de la section Centre, Samuel Tavernier, du Groupe Initiatives Franciscaines, conseiller

municipal du François qui avait soutenu un temps le G20 d'Azerot, le député-maire de Sainte Marie. S. Tavernier a appelé pour le second tour à «faire échec à S. Letchimy et EPMN» c'est-à-dire en clair à voter pour le Gran Sanblé de Marie-Jeanne et du capitaliste Monplaisir (du parti de Sarkozy).

Cet épisode a encore souligné le caractère de «Nou pèp la», rassemblement opportuniste, bien éloigné du camp des travailleurs.

AVIS AUX LECTEURS

Nous avisons nos lecteurs et nos abonnés que le prochain numéro, celui du 2 janvier, ne paraîtra pas à cette date mais le 16 janvier 2016.

Dans la Santé, la situation se dégrade

Le 9 décembre dernier, l'ensemble des organisations syndicales de la Santé en Martinique ont tenu une nouvelle conférence de presse. Il s'agissait cette fois encore pour elles de dénoncer la dégradation des conditions de travail des salariés de plus en plus inacceptables mais aussi la dégradation de la prise en charge des patients dans les hôpitaux et aussi dans les établissements médico-sociaux. Dans leur déclaration elles dénoncent les mesures d'austérité du gouvernement mais aussi la connivence des directions des établissements de santé qui exercent des pressions sur les travailleurs sans fournir de moyens supplémentaires, ni en effectifs, ni en matériel. Elles dénoncent aussi le directeur de l'ARS (Agence régionale de santé) qui est le donneur d'ordre local d'une telle

politique.

Concernant le CHUM, (Centre hospitalier universitaire de la Martinique), la liste des «variables d'ajustement de la direction» est longue, allant de la réduction des effectifs, par le non remplacement de départs à la retraite, jusqu'au blocage des salaires et la mise en application des avancements au désavantage des agents, en passant par le manque de matériel mais aussi la fermeture de services ou l'externalisation de certaines activités.

Les organisations syndicales terminent leur déclaration à la presse en appelant à «une action collective d'une grande ampleur des travailleurs hospitaliers et de la population, afin de s'opposer aux projets néfastes du gouvernement et en rappelant

leurs revendications sur les effectifs, les rémunérations des personnels bloquées depuis des années». Elles rappellent que leurs revendications concernent également «l'obtention par les hôpitaux de budgets leur permettant de répondre à leur mission de soins et d'éducation de la population en matière de prévention».

Les organisations syndicales, CDMT, CGTM, CSTM, FO, SASM et UGTM, ont aussi indiqué que depuis plusieurs semaines, elles appellent les agents des différents établissements à tenir des assemblées générales communes et qu'elles chercheraient aussi à avoir le soutien de la population elle aussi concernée, en vue d'une action d'envergure dans quelques mois.

Brink's Security Services : Les salariés s'opposent à un plan de licenciements

La direction régionale de la Brink's Security Services (BSS) a décidé de procéder au licenciement économique de 4 opérateurs et 4 manutentionnaires sur l'aéroport Pôle Caraïbes.

Les représentants du personnel, après plusieurs réunions du Comité d'Entreprise, ne sont pas convaincus de la nécessité d'un plan de licenciements économiques, cela d'autant plus que nous sommes en état d'urgence et que ce sont ces agents qui sont chargés de faire le contrôle des bagages. Comment comprendre qu'en pleine saison touristique, après les attentats survenus à Paris le 13 novembre dernier, la direction qui devrait augmenter le personnel affecté à cette tâche

décide de supprimer des emplois en se moquant éperdument de la sécurité des passagers ? Tous les prétextes sont bons pour faire des économies sur le dos du personnel afin d'augmenter les bénéfices des actionnaires qui eux n'ont que faire de la sécurité des passagers.

Les représentants du personnel ont eu une 8ème réunion du Comité d'entreprise et doivent donner un avis défavorable à la direction pour son plan. Mais avec l'ANI (Accord national interprofessionnel), la direction peut licencier pour motif économique sans avoir besoin de l'avis du Comité d'Entreprise. Elle se contente d'une simple information/consultation. Pire, la

direction a essayé de monter les salariés contre les élus partis à Paris pour un Comité Central d'Entreprise en réunissant le personnel pour lui faire croire que les élus font de la rétention d'informations et dilapident le budget de fonctionnement du CE. Les élus ont dû saisir la justice et assigner la direction pour délit d'entrave pour obtenir les documents comptables que la direction refusait de remettre à l'expert-comptable du Comité d'Entreprise.

Pour l'heure, le personnel et les élus, affiliés à la CGTG, n'ont pas l'intention d'accepter sans réagir des licenciements non justifiés.

Conférence de presse de la C.G.T.G. et des organisations qui la soutiennent dans sa lutte contre l'injustice

Mardi 15 décembre de nombreux militants de la CGTG étaient réunis au local du syndicat pour une conférence de presse. À la table, à côté de Jean-Marie Nomertin, Luc Reinette de KARESOL, Humbert Marbeuf du CIPN, Raphaël Cécé pour Rebelle! et Lucien Viardot, délégué CGTG à Milénis. Dans la salle, Rose Hellen Petit représentait Combat Ouvrier. J-M Nomertin a rappelé « l'affaire Despointes » et la décision de justice scélérate qui a condamné le syndicat à payer, compte tenu de nouveaux frais d'huissiers –nouvelle décision intolérable-, près de 55000€. Par ailleurs, la CGTG avait prévenu la Sécurité Sociale que, en impossibilité de fonctionner, ses comptes étant bloqués, elle ne pouvait payer ses 9000€ de cotisations. Aujourd'hui, la Sécurité

Sociale ajoute des pénalités de retard et exige 15000€. Quand on sait les dérogations accordées aux grandes entreprises qui ne paient pas, il apparaît que cet organisme s'associe à l'entreprise scélérate de démolition du syndicat voulue par les grands békés et soutenue par les juges de Guadeloupe.

J-M Nomertin a noté que contrairement aux allégations de certains qui l'accusent de verser une seconde indemnisation aux békés après celle de l'esclavage, les comptes du syndicat et des délégués CGTG de Carrefour Milénis ont été saisis par ordre de la Justice.

KARESOL, CIPN, Combat Ouvrier et le journal Rebelle! ont apporté leur soutien à la CGTG pour organiser la riposte. Les actions entreprises – déclaration commune signée, pétition,

souscription, action du 3 novembre à Milénis, un succès- ont été présentées. L'absence ou le soutien du bout des lèvres d'autres syndicats a été signalée. Lucien Viardot a présenté les NAO à Carrefour Milénis où les tentatives de démobilitation par les patrons ont échoué.

Les perspectives de la riposte ont été annoncées : action visant à condamner politiquement les frères Alain et Martin Despointes. Ils devront aussi payer leur forfait. Cela sans que soient pénalisés les salariés de Milénis et les boutiques autour de Carrefour. La CGTG et ceux qui la soutiennent ont réaffirmé la volonté de ne pas accepter ce verdict scandaleux et de ne pas lâcher tant que les agresseurs ne rembourseront pas.

PAWOL A TRAVAYÈ BANNANN (Plantations en Lutte)

PENSION DE RETRAITE : UNE MISÈRE

Aux environs de 500€, voilà le montant de la pension de retraite que percevaient nombre de camarades s'ils partent à l'âge légal, à savoir 62 ans. Et cela après plus de 40 ans de dur labeur dans les plantations de bananes. Et beaucoup de camarades retraités du secteur touchent des pensions d'à peine 700€.

Un véritable scandale quand on sait la pénibilité du travail dans ce secteur. Sans parler des «poisons» de toutes natures que ces

camarades manipulent en permanence.

LES RAISONS DE CE SCANDALE...

Elles sont multiples. Tout d'abord : - Le travail à la tâche : une tâche est payée 8 heures, mais seulement 4 heures sont déclarées à la Sécurité Sociale.

- Ensuite, les heures supplémentaires non payées

- Mais aussi les journées de travail non déclarées (au noir), autrefois très répandues et que l'on retrouve encore aujourd'hui sur bien des plantations.

LES POUVOIRS PUBLICS S'EN MOQUENT

Ces pratiques frauduleuses de certains patrons de la banane, et de bien d'autres secteurs de l'économie, ne sont pourtant pas difficiles à combattre. Il suffirait d'affecter des inspecteurs du travail en quantité suffisante pour combattre «ce travail non déclaré». Au lieu de cela, on diminue leur nombre et qui plus est, le gouvernement fait tout pour mettre des entraves à l'exercice de leur fonction. C'est seulement un bon coup de colère de tous les travailleurs qui pourra mettre fin au «travail au noir».

Mobilisation des ouvriers dans certaines entreprises de la zone industrielle

Alors que les politiciens et la société civile sont engagés dans une bataille pour avoir des postes électoraux, les ouvriers de la zone industrielle continuent la bataille pour ralentir la dégradation de leurs conditions de vie. Chaque jour, les patrons des entreprises, en majorité de confection, inventent des lois pour rogner sur les salaires des ouvriers tout en les forçant à travailler plus.

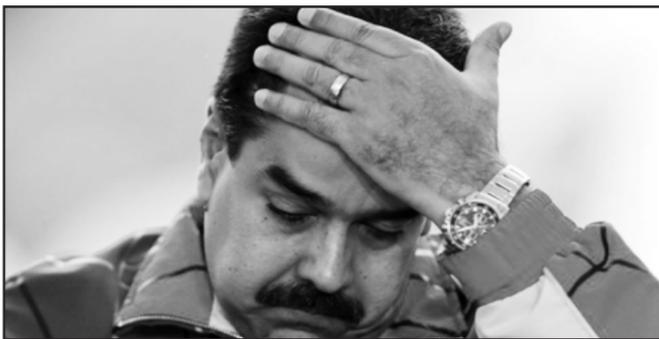
Au numéro 52-53 du parc industriel Sonapi, à chaque paye, les comptables, sous prétexte de ne pas avoir de monnaie, prélèvent 6 gourdes, 9 gourdes voire plus sur le salaire des travailleurs qui est de 240 gourdes par jour, soit un peu moins de 4 euros. Un jour tout un module de travailleurs, soit 40 au total, a décidé d'aller réclamer cet argent au service du personnel. Le lendemain, le patron les a tous licenciés. Au numéro 30 parc Sonapi, un groupe de travail s'est mis en arrêt pour protester contre la direction qui voulait leur imposer un quota de travail exorbitant. Ils ont occupé l'usine pendant une soirée et avec la solidarité des autres travailleurs, ils ont bloqué la reprise du travail le lendemain. Les négociations sont en cours. Dans l'entreprise «DKDR», fin novembre, le patron coréen,

nommé Dekali, a fui le pays avec l'argent de près de 3000 ouvriers sans payer les dernières quinzaines, ni les bonifications de fin d'année. Malgré un dispositif policier important, les ouvriers de cette usine de confection ont pu manifester et bloquer le fonctionnement du parc Sonapi pendant plusieurs jours durant la semaine du 7 décembre. La mobilisation a été telle que le ministre des Affaires Sociales s'est déplacé en personne pour négocier avec les ouvriers. Au final ils doivent être payés avant le 25 décembre et certains d'entre eux se sont réunis pour calculer ensemble leur dû et éviter de se faire gruger par les comptables.

Ces arrêts de travail spontanés dans quelques usines, ces manifestations d'ouvriers à l'intérieur du parc Sonapi n'ont certes pas suffi à faire plier les patrons, mais ces bagarres enclenchées contre les patrons témoignent d'un regain de combativité des ouvriers de la zone industrielle. Celles et ceux qui sont réellement dans le camp des travailleurs ne peuvent que souhaiter que toutes ces luttes éparses se propagent à l'ensemble du monde du travail et se transforment en un véritable mouvement de lutte générale des travailleurs.

VENEZUELA

La droite remporte largement les élections



Maduro

Le dimanche 6 décembre, il y avait aussi des élections législatives au Venezuela. Le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) se réclamant d'Hugo Chavez a subi une lourde défaite. Il ne recueille que 55 sièges contre les 109 qui vont à la droite (MUD). Depuis le début de la «révolution bolivarienne» conduite par Hugo Chavez et ses successeurs, ces derniers ne se sont jamais attaqués aux possessions et aux profits de la grande bourgeoisie vénézuélienne et internationale. Il aurait fallu pour cela s'appuyer sur l'action des masses pauvres et des travailleurs, alors que le régime voulait simplement les maintenir dans un rôle passif de «supporters» du gouvernement. Tant que la rente pétrolière permettait de distribuer des miettes aux malheureux, cela pouvait fonctionner. Mais depuis plusieurs années, avec la crise mondiale, ces revenus ont baissé et les difficultés économiques de la population se sont aggravées. Pendant ce temps, la grande bourgeoisie appuyée par les États-Unis avait largement les moyens d'apparaître comme la

seule opposition «crédible», y compris en payant des sbires violents pour créer un climat de tension à chaque élection. Depuis un an, le régime de Maduro s'était aliéné une grande part de la petite-bourgeoisie, tant il semblait protéger les bureaucrates corrompus de l'État tandis qu'il faisait peser une répression très violente sur les manifestations étudiantes. Finalement, l'échec des promesses du bolivariisme – qui reposaient sur l'illusion d'un pétrole éternellement cher au lieu de s'attaquer aux possédants – ont démoralisé les couches populaires qui soutenaient Chavez. En juin dernier, les primaires du PSUV avaient mobilisé moins de 10 % des membres du parti. Les presque 6 millions d'abstentionnistes ou de votes nuls s'expliquent, sans surprise, par le sentiment de trahison, de déception des travailleurs, des pauvres et d'une bonne fraction de la petite bourgeoisie. Et avec deux millions de voix d'avance sur le PSUV, la MUD de droite installe l'opposition des ultra-riches au parlement.

COP 21 : un accord, mais pas d'obligation !

Au terme de 13 jours de discussions, les représentants des 193 états présents à Paris sont parvenus à un accord sur la nécessité de baisser l'émission mondiale des gaz à effet de serre.

Ces gaz, en particulier le CO₂, dioxyde de carbone, émis par la combustion des énergies dites fossiles, le pétrole et le charbon, s'accumulent dans l'atmosphère et produisent cet «effet de serre» qui entraîne la hausse de la température moyenne mondiale. Si ce réchauffement se poursuit et s'accélère, les conséquences pourraient être catastrophiques pour les populations. Des îles, des villes côtières, des régions entières seraient submergées, des zones de la planète aujourd'hui peuplées deviendraient arides et inhabitables... On en voit déjà aujourd'hui le début.

L'accord conclu à Paris, qui prendra effet en 2020, prévoit d'atteindre d'ici 2050 un réchauffement «inférieur à 2° par rapport au niveau de l'ère préindustrielle». Les représentants des pays se réuniront tous les 5 ans pour un contrôle et une révision à la

hausse de leurs efforts. Une aide annuelle de 100 milliards de dollars, financée par les pays du Nord, est prévue pour aider les pays pauvres à atteindre leur objectif national.

Un beau projet donc sur le papier, qui est en outre le premier accord universel de lutte contre le réchauffement climatique. Un beau succès médiatique pour Hollande, Obama et Fabius, le président de la COP21, qui a clôturé la rencontre avec des trémolos dans la voix.

Mais dans le monde réel, celui dirigé par les grands industriels capitalistes, rien n'est aussi sûr. L'accord n'est pas contraignant. Il repose sur la bonne volonté des pays signataires. Le protocole de Kyoto, conclu en 2005, comportait, lui, davantage de contraintes, ce qui a tout simplement convaincu le Canada, la Russie, le Japon et l'Australie, de s'en dégager.

Les signataires de la COP 21 comptent sur des sanctions dites «réputationnelles» : les pays exagérément pollueurs seraient mal jugés par l'opinion publique et les autres États. Ils

tablent aussi sur la «transparence» : des experts internationaux seront habilités tous les 5 ans à vérifier les efforts et les résultats, mais toujours de manière incitative. Le débat mené par les États Unis autour des termes «shall» et «should» est significatif : «shall» (doivent) a été dénoncé par leur représentant John Kerry comme trop contraignant juridiquement : il a fait adopter le terme «should», (devraient).

Les capitalistes des trusts du charbon et du pétrole, tout comme ceux qui utilisent ces énergies pour leurs productions et les transports, sont une force de pression sur les États à leur service, autrement plus convaincante que les contraintes morales. Les intérêts de ces propriétaires privés des moyens de production sont bien plus coercitifs que les grands principes.

Après l'accord de la COP 21, la partie la plus pauvre de l'humanité, celle qui vit dans les pays sous développés les plus menacés par les pires catastrophes climatiques, est toujours en grand danger.

FRANCE

Les maires FN au pouvoir : Des mesures anti-pauvres et anti-ouvrières !

Aux dernières élections municipales de mars 2014, des membres du Front National (FN) ont été élus à la tête de 12 mairies. Ces maires d'extrême droite prennent constamment des mesures contre les travailleurs et la population laborieuse. C'est le cas dans la ville de Fréjus, une municipalité endettée. Le maire FN a décidé de ne pas remplacer les agents partant à la retraite. Cela a représenté environ 10 postes en moins en 2014 et selon les estimations plusieurs dizaines en 2015. Concernant les subventions aux associations de proximité, elles aussi ont sérieusement diminué. Certaines associations ont vu l'aide de la mairie fondre parfois de plus de 60%. Au Pontet, une autre ville avec un maire FN, une vingtaine de postes d'employés municipaux ont été supprimés. Le maire du Pontet déclarait «Avec 530 salariés quand la moyenne des villes comparables est de 350, nous avons de la marge» ; preuve qu'il ne compte pas arrêter là ses attaques contre les fonctionnaires. Désormais, dans cette même ville les tarifs pour la location d'une salle de spectacle ont augmenté, tout comme les tarifs municipaux pour les terrasses de café des petits commerçants. Avant, la cantine scolaire était gratuite pour les enfants des familles les plus démunies. Le maire FN a supprimé cette gratuité dans le but

d'économiser 30 000 euros. Dans une brochure intitulée «Petit guide pratique de l' élu municipal Front National», les dirigeants FN interdisent systématiquement à leurs élus de voter des subventions destinées à des associations qualifiées de «politisées» et cite notamment la Ligue internationale Contre le Racisme et l'antisémitisme (LICRA), le Mouvement contre le Racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) AP, la Ligue des Droits de l'Homme ou encore SOS Racisme. Or, ce sont souvent les plus pauvres qui subissent toutes sortes d'humiliations qui se tournent vers ces organisations de défense. Bien des travailleurs étrangers trouvent du soutien chez ces organismes face aux discriminations. Mais bien que les maires FN prétendent résoudre la dette en s'attaquant aux classes laborieuses, ils n'hésitent pas à faire tout le contraire lorsqu'il s'agit de leurs intérêts personnels. C'est ainsi que moins d'un mois après son élection, Joris Hébrard faisait voter en conseil municipal une hausse de 44% de son propre salaire, pour un total de 3281 euros par mois. Puis il a augmenté de 9% l'indemnité de ses conseillers municipaux. Les membres du FN savent se cacher le temps d'une élection, prétendre défendre les intérêts des plus pauvres, mais les actions qu'ils mènent une fois élus ne trompent pas. Le Front

national, parti d'extrême droite raciste, est une menace non pas pour «la République» comme le prétendent les partis de droite ou de gauche mais pour tous les pauvres, les opprimés, les travailleurs.



Affiche électorale du maire FN de Béziers